

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/N/2

10 mai 1996

(96-1842)

Groupe de travail des entreprises  
commerciales d'Etat

Original: anglais

## COMMERCE D'ETAT

### Notifications de mise à jour conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII

1. Conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, les Membres doivent notifier au Conseil du commerce des marchandises les entreprises commerciales d'Etat correspondant à la définition pratique donnée ci-dessous:

"Entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations."

2. Conformément à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES à leur vingtième session (IBDD, S11/59), les Membres devraient présenter tous les trois ans de nouvelles réponses complètes au questionnaire concernant le commerce d'Etat (IBDD, S9/193) et mettre à jour ces notifications dans l'intervalle. Conformément à la décision prise par le Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat le 6 avril 1995, la date limite pour la présentation de ces notifications est le 30 juin de l'année respective.

**3. Les Membres sont donc invités à présenter, pour le 30 juin 1996 au plus tard, des notifications indiquant les modifications intervenues dans leurs activités commerciales d'Etat depuis leurs notifications complètes pour 1995 (série de documents G/STR/N/1/--).**

4. Il est rappelé aux Membres que de nouvelles notifications complètes devaient être présentées pour le 30 juin 1995 (G/STR/N/1). Les Membres qui n'ont pas encore présenté ces nouvelles notifications complètes sont invités à le faire sans plus tarder.

5. Les notifications parvenues au Secrétariat en réponse à la demande ci-dessus seront distribuées dans la série G/STR/N/2, la cote étant complétée par le code du pays visé.